

**No. 43749**

---

**France  
and  
Russian Federation**

**Convention between the French Republic and the Russian Federation on the transfer of persons having received a custodial sentence. Paris, 11 February 2003**

**Entry into force:** *1 February 2007 by notification, in accordance with article 18*

**Authentic texts:** *French and Russian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 24 April 2007*

---

**France  
et  
Fédération de Russie**

**Convention sur le transfèrement des personnes condamnées à une peine privative de liberté entre la République française et la Fédération de Russie. Paris, 11 février 2003**

**Entrée en vigueur :** *1er février 2007 par notification, conformément à l'article 18*

**Textes authentiques :** *français et russe*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 24 avril 2007*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

## CONVENTION SUR LE TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES À UNE PEINE PRIVATIVE DE LIBERTÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

La République française et la Fédération de Russie, ci-après dénommées les Parties,  
Désireuses de faciliter la réinsertion sociale des personnes condamnées à une peine  
privative de liberté en leur permettant de purger leur peine dans l'État dont ils sont ressortissants,

Sont convenues des dispositions suivantes :

### *Article 1er. Champ d'application*

1. Les Parties s'accordent mutuellement, conformément aux dispositions de la présente Convention, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement de personnes condamnées à une peine privative de liberté.

2. Une personne condamnée à une peine privative de liberté sur le territoire de l'une des Parties peut, conformément aux dispositions de la présente Convention, être transférée vers le territoire de l'autre Partie pour y purger la peine qui lui a été infligée. À cette fin, elle ou son représentant légal peut exprimer, soit auprès de l'État de condamnation, soit auprès de l'État d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu des dispositions de la présente Convention.

3. Le transfèrement peut être demandé soit par l'État de condamnation, soit par l'État d'exécution.

### *Article 2. Définitions*

Aux fins de la présente Convention :

1. le terme « jugement » désigne une décision de justice définitive prononçant une condamnation en raison d'une infraction pénale. Pour l'application de la présente Convention, le terme « jugement » comprend également les décisions de justice définitives portant condamnation à la peine de mort commuée postérieurement, dans l'État de condamnation, par une décision d'amnistie ou de grâce, en une peine d'emprisonnement pour une durée déterminée ou de réclusion perpétuelle;

2. le terme « condamnation » désigne toute peine privative de liberté prononcée par jugement pour une durée déterminée ou à perpétuité;

3. le terme « condamné » désigne la personne qui, dans l'État de condamnation, purge une condamnation;

4. l'expression « État de condamnation » désigne l'État où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou qui l'a déjà été;

5. l'expression « État d'exécution » désigne l'État vers lequel le condamné peut être transféré ou l'a déjà été afin d'y subir sa condamnation.

*Article 3. Conditions de transfèrement*

1. La présente Convention s'applique selon les conditions suivantes :

- 1) la personne condamnée est ressortissante de l'État d'exécution;
- 2) le jugement est définitif et il n'existe pas d'autres procédures pendantes dans l'État de condamnation;
- 3) la durée de la condamnation que le condamné a encore à subir est au moins de six mois à la date de réception de la demande de transfèrement. Dans des cas exceptionnels, les Parties peuvent convenir d'un transfèrement même si la durée de condamnation que le condamné a encore à subir est inférieure à celle mentionnée ci-dessus;
- 4) le condamné ou, lorsque l'une ou l'autre des Parties l'estime nécessaire en raison de l'âge ou de l'état physique ou mental du condamné, son représentant légal consent par écrit au transfèrement L'État de condamnation garantit la possibilité pour les autorités consulaires ou représentants officiels de l'État d'exécution de s'assurer du libre consentement du condamné à son transfèrement ou au refus de celui-ci;
- 5) les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'État d'exécution ou devraient en constituer une s'ils survenaient sur son territoire;
- 6) l'État de condamnation et l'État d'exécution font expressément connaître leur accord sur le transfert.

2. Le transfèrement peut être refusé :

- 1) si l'État de condamnation considère que ce transfèrement porte atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou à son ordre public;
- 2) si le condamné ne s'est pas acquitté des condamnations pécuniaires de toute nature qui lui sont imposées par décision judiciaire ou si, du point de vue de l'État de condamnation, il n'a pas été reçu de garanties suffisantes de l'acquittement de telles condamnations.

*Article 4. Autorités centrales*

1. Les Parties désignent comme autorités centrales chargées d'exercer les fonctions prévues dans la présente Convention :

- pour la République française, le Ministère de la Justice;
- pour la Fédération de Russie, le Parquet général de la Fédération de Russie.

Pour l'application de la présente Convention, les autorités centrales communiquent directement.

2. Les Parties s'informent mutuellement et sans délai, par la voie diplomatique, lorsqu'un changement intervient dans la désignation de l'autorité centrale compétente.

*Articles 5. Obligation de fournir des informations*

1. Tout condamné auquel la présente Convention peut s'appliquer doit être informé par l'État de condamnation de la teneur de la présente Convention, ainsi que des conséquences juridiques qui découlent du transfèrement.

2. Si le condamné a exprimé auprès de l'État de condamnation le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, cet État doit en informer l'État d'exécution le plus tôt possible après que le jugement est devenu définitif.

3. Les informations doivent comprendre :

- 1) le nom de famille et les prénoms, la date et le lieu de naissance du condamné;
- 2) le cas échéant, l'adresse du condamné dans l'État d'exécution;
- 3) un exposé des faits ayant entraîné la condamnation;
- 4) la nature, la durée et la date du début de la condamnation;
- 5) les dispositions pénales applicables.

4. Si le condamné a exprimé auprès de l'État d'exécution le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, l'État de condamnation communique à l'État d'exécution, sur sa demande, les informations visées au paragraphe 3 du présent article.

5. Le condamné doit être informé par écrit de toute démarche entreprise par l'État d'exécution ou par l'État de condamnation en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'une des Parties au sujet d'une demande de transfèrement.

*Article 6. Demandes et réponses*

1. Les demandes de transfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit et adressées aux autorités centrales désignées dans le cadre de la présente Convention.

2. La Partie requise doit informer la Partie requérante dans les plus brefs délais de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.

*Article 7. Pièces à l'appui*

1. L'État d'exécution doit, sur demande de l'État de condamnation, fournir à ce dernier :

- 1) un document ou une déclaration attestant que le condamné est ressortissant de cet État;
- 2) une copie des dispositions légales de l'État d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'État de condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'État d'exécution, ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire;
- 3) une note d'information relative aux effets juridiques pour la personne condamnée de toute loi ou de tout règlement concernant sa détention dans l'État d'exécution, après son transfèrement, et précisant notamment les effets de l'article 10, paragraphe 3 sur le transfèrement de ladite personne.

2. Si un transfèrement est demandé, l'État de condamnation doit fournir à l'État d'exécution les documents suivants, à moins que l'un ou l'autre des deux États n'ait déjà indiqué qu'il ne donne pas son accord sur le transfèrement :

1) une copie certifiée conforme du jugement définitif et des autres décisions relatives à cette condamnation ainsi que le texte des dispositions légales appliquées;

2) l'indication de la durée de la condamnation déjà accomplie, y compris les renseignements concernant toute détention provisoire ou autres circonstances relatives à l'exécution de la condamnation;

3) une déclaration comportant le consentement au transfèrement de la personne condamnée ou de son représentant légal, ainsi qu'il est dit à l'article 3, paragraphe 1, alinéa 4;

4) s'il y a lieu, les données médicales ou sociales sur le condamné, toute information sur son traitement dans l'État de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'État d'exécution.

3. L'État de condamnation ou l'État d'exécution peut demander à recevoir l'un des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

#### *Article 8. Frais*

Les frais occasionnés par le transfèrement de la personne condamnée, y compris ceux liés aux opérations de transit, sont à la charge de l'État d'exécution. Les autres frais occasionnés par le transfèrement de la personne condamnée jusqu'au moment de sa remise sont à la charge de la Partie qui les a engagés.

#### *Article 9. Remise*

Les Parties conviennent du lieu et de la date de remise du condamné.

#### *Article 10. Exécution de la peine*

1. Le condamné continue de purger dans l'État d'exécution la peine infligée dans l'État de condamnation, conformément au droit de l'État d'exécution.

2. L'État d'exécution est lié par la nature juridique et la durée de la peine telles qu'elles résultent de la condamnation.

3. Toutefois, si la nature ou la durée de cette peine sont incompatibles avec la législation de l'État d'exécution, ou si la législation de cet État l'exige, l'État d'exécution peut, par décision judiciaire, l'adapter à la peine ou mesure prévue par sa propre loi pour des infractions pénales de même nature. Cette peine correspond autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Toutefois, elle ne peut aggraver, par sa nature ou sa durée, la peine prononcée par l'État de condamnation, ni excéder le maximum prévu par la loi de l'État d'exécution pour l'infraction pénale correspondante.

*Article 11. Grace, amnistie, commutation et révision du jugement*

Chacune des Parties peut accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la peine conformément à son droit.

Seul l'État de condamnation peut connaître du recours ou de l'action en révision.

*Article 12. Non bis in idem*

Le condamné, après son transfèrement, ne peut être poursuivi ou condamné dans l'État d'exécution pour les mêmes faits que ceux qui ont donné lieu à la peine infligée par l'État de condamnation.

*Article 13. Cessation de l'exécution*

L'État d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation sans délai dès qu'il a été informé par l'État de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

*Article 14. Informations concernant l'exécution*

L'État d'exécution fournit des informations à l'État de condamnation concernant l'exécution de la condamnation :

- lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation;
- si le condamné s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée;
- si l'État de condamnation le lui demande.

*Article 15. Transit*

1. Si l'une ou l'autre des Parties conclut avec un État tiers une convention pour le transfèrement de personnes condamnées, l'autre Partie doit apporter son concours au transit sur son territoire des personnes condamnées transférées en vertu d'une telle convention.

2. La Partie ayant l'intention de réaliser ce transfèrement doit préalablement le notifier à l'autre Partie. Cette notification doit comprendre les informations nécessaires, y compris celles permettant l'application du paragraphe suivant.

La Partie sur le territoire duquel le transit doit s'effectuer peut refuser d'accorder le transit si la personne condamnée est l'un de ses ressortissants ou si l'infraction pénale qui a donné lieu à la condamnation n'en constitue pas une au regard de sa législation.

3. La Partie à laquelle est demandé le transit peut garder le condamné en détention pendant la durée strictement nécessaire au transit sur son territoire.

4. Aucune demande de transit n'est nécessaire si la voie aérienne est utilisée au-dessus du territoire d'une Partie et si aucun atterrissage n'est prévu. Toutefois, la Partie qui effectue le transit en informe la Partie dont le territoire doit être survolé.

*Article 16. Langues*

La demande et les documents s'y rapportant envoyés par l'une des Parties en application de la présente Convention sont dispensés des formalités de légalisation et sont remis dans la langue de la Partie qui les envoie, accompagnés de leur traduction dans la langue de la Partie qui les reçoit.

*Article 17. Application dans le temps*

La présente Convention est applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant, soit après son entrée en vigueur.

*Article 18. Dispositions finales*

1. Chaque Partie notifie à l'autre aussitôt que possible, par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Cette Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

2. La présente Convention restera en vigueur pendant six mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties notifiera par écrit à l'autre Partie, par la voie diplomatique, son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 11 février 2003, en double exemplaire en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :  
Garde des Sceaux,  
Le Ministre de la Justice,  
DOMINIQUE PERBEN

Pour la Fédération de Russie :  
Le Ministre des Affaires étrangères,  
IGOR IVANOV

[ RUSSIAN TEXT – TEXTE RUSSE ]

## **КОНВЕНЦИЯ**

### **между Французской Республикой и Российской Федерацией о передаче лиц, осужденных к лишению свободы**

Французская Республика и Российская Федерация, далее именуемые Сторонами,

стремясь облегчить процесс реинтеграции в общество лиц, осужденных к лишению свободы, путем разрешения им отбывать наказание в государстве, гражданами которого они являются,

договорились о нижеследующем:

#### **Статья 1 Сфера применения**

1. Стороны оказывают друг другу возможно более широкое содействие в передаче лиц, осужденных к лишению свободы, в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

2. Лицо, осужденное к лишению свободы на территории одной из Сторон, может в соответствии с положениями настоящей Конвенции быть передано на территорию другой Стороны для отбывания назначенного ему наказания. В этих целях оно или его законный представитель может ходатайствовать как перед государством вынесения приговора, так и перед государством исполнения приговора о своей передаче в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

3. Запрос о передаче может быть направлен как государством вынесения приговора, так и государством исполнения приговора.

## **Статья 2** **Определения**

В целях настоящей Конвенции нижеперечисленные термины имеют следующее значение:

1) «приговор» - вступившее в законную силу судебное решение о назначении наказания за совершение уголовного правонарушения. Для целей настоящей Конвенции термином «приговор» также охватываются вступившие в законную силу приговоры к наказанию в виде смертной казни, позднее замененному в государстве вынесения приговора в силу акта об амнистии или акта помилования лишением свободы<sup>1</sup> на определенный срок или пожизненным лишением свободы;

2) «наказание» - любое наказание, состоящее в лишении свободы на определенный срок, предусмотренное в приговоре, или пожизненное лишение свободы;

3) «осужденный» - лицо, отбывающее в государстве вынесения приговора наказание;

4) «государство вынесения приговора» - государство, где было осуждено лицо, которое может быть передано или уже передано;

5) «государство исполнения приговора» - государство, которому осужденный может быть передан или уже передан с целью отбывания наказания.

## **Статья 3** **Условия передачи**

1. Настоящая Конвенция применяется при соблюдении следующих условий:

1) осужденный является гражданином государства исполнения приговора;

2) приговор вступил в законную силу и в государстве вынесения приговора не осуществляются какие-либо процедуры рассмотрения данного дела;

3) срок наказания, который еще предстоит отбыть осужденному, на день получения запроса о передаче составляет не менее шести месяцев. В исключительных случаях Стороны могут договориться о передаче, если оставшийся для отбывания срок наказания меньше указанного срока;

4) имеется письменное согласие осужденного на его передачу или, если одна из Сторон считает это необходимым по причинам, связанным с возрастом либо состоянием физического или психического здоровья осужденного, его законного представителя. Государство вынесения приговора обеспечит возможность консульскому должностному лицу или другому официальному лицу государства исполнения приговора убедиться в том, что согласие осужденного на передачу или отказ от нее были даны добровольно;

5) действия или бездействие, повлекшие за собой вынесение наказания, являются уголовным правонарушением в соответствии с законодательством государства исполнения приговора либо могли бы быть таковым в случае совершения на его территории;

6) государство вынесения приговора и государство исполнения приговора ясно выразили свое согласие на передачу.

2. В передаче может быть отказано в случае:

1) если государство вынесения приговора считает, что передача осужденного нанесет ущерб его суверенитету, безопасности или публичному порядку;

2) если осужденный не выполнил какие-либо финансовые

обязательства, вытекающие из судебного решения, или если не получены достаточные, по мнению государства вынесения приговора, гарантии выполнения таких обязательств.

#### **Статья 4**

### **Центральные органы**

1. Центральными органами Сторон, ответственными за выполнение функций, предусмотренных настоящей Конвенцией, являются: для Французской Республики - Министерство юстиции Французской Республики, для Российской Федерации - Генеральная прокуратура Российской Федерации.

При исполнении настоящей Конвенции центральные органы сносятся непосредственно;

2. Стороны незамедлительно информируют друг друга по дипломатическим каналам в случае изменения своего центрального органа.

#### **Статья 5**

### **Обязательство по предоставлению информации**

1. Любой осужденный, к которому может быть применена настоящая Конвенция, информируется государством вынесения приговора о содержании настоящей Конвенции, а также о правовых последствиях передачи.

2. В случае если осужденный обратился к государству вынесения приговора с ходатайством о его передаче в соответствии с настоящей Конвенцией, данное государство уведомляет об этом государство исполнения приговора в кратчайший срок со дня вступления приговора в законную силу.

3. В этом уведомлении указываются:

- 1) фамилия, имя (отчество), дата и место рождения осужденного;
- 2) адрес осужденного в государстве исполнения приговора, если он известен;
- 3) краткое изложение фактов, повлекших назначение наказания;
- 4) характер, срок и дата начала отбывания наказания;
- 5) текст применимых положений уголовного законодательства.

4. В случае если осужденный обратился к государству исполнения приговора с ходатайством о передаче в соответствии с положениями настоящей Конвенции, государство вынесения приговора предоставляет государству исполнения приговора по его просьбе сведения, предусмотренные в пункте 3 настоящей статьи.

5. Осужденный информируется в письменной форме о любых действиях, предпринятых государством исполнения приговора, или государством вынесения приговора по применению предшествующих пунктов, а также о любых решениях, принятых одной из Сторон в связи с запросом о передаче.

## **Статья 6** **Запросы и ответы**

1. Запросы о передаче и ответы на них составляются в письменной форме и направляются центральным органам, назначенным в соответствии с настоящей Конвенцией.

2. Запрашиваемая Сторона в кратчайшие сроки информирует запрашивающую Сторону о своем решении удовлетворить или отклонить запрос о передаче.

## Статья 7 Подтверждающие документы

1. Государство исполнения приговора по просьбе государства вынесения приговора предоставляет последнему:

1) документ или заявление, указывающие на принадлежность осужденного к гражданству этого государства;

2) копию законодательных положений государства исполнения приговора, из которых следует, что действия или бездействие, повлекшие за собой назначение наказания в государстве вынесения приговора, являются уголовным правонарушением в соответствии с законодательством государства исполнения приговора либо могли бы быть таковым в случае совершения на его территории;

3) информацию о правовых последствиях, вытекающих для осужденного из применения любого закона или постановления, касающегося его содержания под стражей в государстве исполнения приговора после передачи, и с указанием, в частности, последствий применения пункта 3 статьи 10 применительно к его передаче.

2. Когда запрос о передаче уже направлен, государство вынесения приговора представляет государству исполнения приговора следующие документы, если только какое-либо их двух государств ранее не заявило о своем несогласии на передачу:

1) заверенные копии вступившего в законную силу приговора, иных решений, имеющих отношение к наказанию, и текста примененных законодательных положений;

2) указание об уже отбытом сроке наказания, в том числе информация, касающаяся любого содержания под стражей и других обстоятельств, связанных с отбыванием наказания;

3) заявление осужденного или его законного представителя о согласии на передачу, предусмотренном в подпункте 4 пункта 1 статьи 3 настоящей Конвенции;

4) при наличии - данные медицинского или социального характера об осужденном, информация об обращении с ним в государстве вынесения приговора и любые рекомендации, касающиеся дальнейшего обращения с ним в государстве исполнении приговора.

3. Как государство вынесения приговора, так и государство исполнения приговора могут запросить предоставления какого-либо из документов или заявлений, упомянутых в пунктах 1 и 2 настоящей статьи, до направления запроса о передаче либо до принятия решения о согласии или отказе в передаче.

## **Статья 8 Расходы**

Расходы, связанные с передачей осужденного, включая расходы по транзитной перевозке, несет государство исполнения приговора. Другие расходы, возникшие в связи с передачей осужденного до момента его передачи, несет Страна, которая их осуществила.

## **Статья 9 Передача**

Стороны согласуют место и время передачи осужденного.

## **Статья 10 Отбывание наказания**

1. В государстве исполнения приговора осужденный продолжает отбывать наказание, назначенное ему в государстве вынесения

приговора, в соответствии с правовыми нормами государства исполнения приговора.

2. Для государства исполнения приговора юридический характер и срок наказания являются обязательными в том виде, как они определены в приговоре.

3. Если характер или срок такого наказания являются несовместимыми с законодательством государства исполнения приговора или если того требует законодательство данного государства, то государство исполнения приговора может судебным решением адаптировать это наказание применительно к наказанию, которое предусмотрено в его законодательстве за совершение такого же уголовного правонарушения. Это наказание по своему характеру соответствует, насколько это возможно, наказанию, назначенному в подлежащем исполнению приговоре. Однако оно не может по своему характеру или сроку ни увеличивать тяжесть наказания, назначенного государством вынесения приговора, ни превышать максимальный срок наказания, предусмотренный законодательством государства исполнения приговора за совершение такого же уголовного правонарушения.

## **Статья 11**

### **Помилование, амнистия, замена наказания и пересмотр приговора**

Каждая из Сторон может осуществить помилование, амнистию или замену наказания в соответствии со своей конституцией или иными правовыми нормами.

Только государство вынесения приговора является компетентным в решении вопросов его обжалования или пересмотра.

## **Статья 15** **Транзит**

1. Если одна из Сторон заключит с третьим государством договор о передаче осужденных, другая Сторона содействует в транзитном проезде через свою территорию осужденных с целью их передачи в соответствии с этим договором.

2. Сторона, которая намеревается осуществить транзитную перевозку, заблаговременно информирует об этом другую Сторону с указанием соответствующих сведений, включая информацию для возможного принятия решения в соответствии с абзацем вторым настоящей статьи.

Сторона, по территории которой предполагается осуществить транзитную перевозку, может отказать в разрешении на транзитную перевозку, если осужденный является гражданином этой Стороны или если уголовное правонарушение, повлекшее за собой вынесение приговора, не является таковым в соответствии с ее законодательством.

3. Сторона, получившая запрос о транзитной перевозке, может содержать осужденного под стражей лишь столько времени, сколько требуется для транзитной перевозки по ее территории.

4. Не требуется запроса на транзитную перевозку в случае перевозки осужденного воздушным путем над территорией одной из Сторон и при этом не предусматривается посадка на ней. Однако о такой перевозке необходимо уведомить Сторону, над территорией которой планируется осуществить эту перевозку.

**Статья 16**  
**Языки**

Запрос и связанные с ним документы, направляемые одной из Сторон в рамках применения настоящей Конвенции, освобождаются от необходимости их легализации, составляются на языке направляющей Стороны и сопровождаются переводом на язык получающей Стороны.

**Статья 17**  
**Действие во времени**

Настоящая Конвенция применяется для исполнения приговоров, вынесенных как до, так и после ее вступления в силу.

**Статья 18**  
**Заключительные положения**

1. Каждая из Сторон уведомляет другую Сторону в кратчайшие сроки, в письменной форме и по дипломатическим каналам о выполнении внутригосударственных процедур, необходимых для вступления в силу настоящей Конвенции.

Настоящая Конвенция вступает в силу в первый день второго месяца, следующего за днем получения последнего уведомления.

2. Настоящая Конвенция будет оставаться в силе в течение шести месяцев со дня, когда одна из Сторон в письменной форме уведомит по дипломатическим каналам другую Сторону о своем желании прекратить ее действие.

В удостоверение чего нижеподписавшиеся, должным образом на то уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

Совершено в \_\_\_\_\_ « \_\_\_\_\_ » \_\_\_\_\_ 200 \_\_\_\_\_ года,  
в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках,  
причем оба текста имеют одинаковую силу.

**За Французскую Республику**

**За Российскую Федерацию**



[TRANSLATION – TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE RUSSIAN  
FEDERATION ON THE TRANSFER OF PERSONS HAVING RECEIVED  
A CUSTODIAL SENTENCE

The French Republic and the Russian Federation, hereinafter referred to as the Parties,

Desiring to facilitate the reintegration of persons having received a custodial sentence into society by enabling them to serve their sentence in the country of which they are nationals,

Have agreed as follows:

*Article 1. Scope*

1. The Parties undertake to afford each other the widest measure of cooperation in respect of the transfer, in accordance with the provisions of this Convention, of persons having received a custodial sentence.

2. A person who received a custodial sentence in the territory of one Party may be transferred to the territory of the other Party, in accordance with the provisions of this Convention, in order to serve the sentence imposed on him or her. To that end, such persons or their legal representatives may express their interest to the sentencing State or to the administering State in being transferred under this Convention.

3. Transfer may also be requested by either the sentencing State or the administering State.

*Article 2. Definitions*

For the purposes of this Convention:

1. The term "judgement" means a final decision of a court imposing a sentence on account of a criminal offence. For the purpose of implementing this Convention, the term "judgement" also comprises final court decisions comprising a death sentence subsequently commuted, in the sentencing State, through a decision for amnesty or pardon, to a prison sentence of definite duration or to life imprisonment.

2. The term "sentence" means any custodial sentence handed down by a court for a definite period of time.

3. The term "sentenced person" means the person who is serving a sentence in the sentencing State.

4. The term "sentencing State" means the State in which the sentence was imposed on the person who may be, or has been, transferred.

5. The term "administering State" means the State to which the sentenced person may be, or has been, transferred in order to serve his or her sentence.

*Article 3. Conditions for transfer*

1. This Convention shall apply under the following conditions:

(1) The sentenced person is a national of the administering State.

(2) The judgement is final and there are no other procedures pending in the sentencing State.

(3) The sentenced person still has at least six months of the sentence to serve at the time of receipt of the request for transfer. In exceptional cases, the Parties may agree on a transfer even if the duration of the sentence still to be served is lower than that mentioned above.

(4) The sentenced person or, where one of the two Parties considers it necessary in view of that person's age or physical or mental condition, his or her legal representative consents to the transfer. The sentencing State shall guarantee that the consular authorities or official representatives of the administering State shall be able to ascertain that the sentenced person has consented freely or refused to be transferred.

(5) The acts or omissions on account of which the sentence has been imposed constitute a criminal offence according to the law of the administering State or would constitute a criminal offence if committed in its territory.

(6) The sentencing and administering States expressly announce their agreement on the transfer.

2. Transfer may be refused:

(1) If the administering State considers that it impairs its sovereignty, security or public policy;

(2) If the sentenced person has not paid any pecuniary penalties of any kind imposed upon him or her by a court decision or if the sentencing State considers that it has not received sufficient guarantees of the payment of such penalties.

*Article 4. Central authorities*

1. The Parties shall appoint as central authorities responsible for performing the functions provided for in this Convention:

-In the case of the French Republic, the Ministry of Justice;

-In the case of the Russian Federation, the Principal State Prosecutor's Office.

For the purpose of the implementation of this Convention, the central authorities shall communicate directly.

2. The Parties shall notify one another immediately, through the diplomatic channel, of any change in the designation of the competent central authority.

*Article 5. Obligation to furnish information*

1. Any sentenced person to whom this Convention may apply shall be informed by the sentencing or administering State of the substance of this Convention and of the legal consequences ensuing from the transfer.

2. If the sentenced person has expressed an interest to the sentencing State in being transferred under this Convention, that State shall so inform the administering State as soon as practicable after the judgement becomes final.

3. The information shall include:

(1) The surname name, given names, date and place of birth of the sentenced person;

(2) That person's address, if any, in the administering State;

(3) A statement of the facts upon which the sentence was based;

(4) The nature, duration and date of commencement of the sentence;

(5) The penal provisions in force.

4. If the sentenced person has expressed to the administering State an interest in being transferred under this Convention, the sentencing State shall, on request, communicate to the former State the information referred to in paragraph 3 above.

5. The sentenced person shall be informed, in writing, of any action taken by the administering State or by the sentencing State under the preceding paragraphs, as well as of any decision taken by either Party on a request for transfer.

#### *Article 6. Requests and replies*

1. Requests for transfer and replies shall be made in writing and addressed to the central authorities designated in this Convention.

2. The requested Party shall promptly inform the requesting Party of its decision whether or not to agree to the requested transfer.

#### *Article 7. Supporting documents*

1. The administering State, if requested by the sentencing State, shall furnish it with:

(1) A document or statement indicating that the sentenced person is a national of that State;

(2) A copy of the relevant law of the administering State which provides that the acts or omissions on account of which the sentence has been imposed in the sentencing State constitute a criminal offence according to the law of the administering State, or would constitute a criminal offence if committed in its territory;

(3) A briefing note regarding the effects on the sentenced person of any law or regulation concerning that person's detention in the administering State after transfer and specifying in particular the effects of article 10, paragraph 3, on such transfer.

2. If a transfer is requested, the sentencing State shall provide the following documents to the administering State, unless either State has already indicated that it does not agree to the transfer:

(1) A certified copy of the final judgement and the law on which it is based;

(2) A statement indicating how much of the sentence has already been served, including information on any pre-trial detention or other circumstances relating to the enforcement of the sentence;

(3) A declaration containing the consent to the transfer, as stipulated in article 3, paragraph (1), subparagraph (4);

(4) If appropriate, any medical or social reports on the sentenced person, information about that person's treatment in the sentencing State, and any recommendation for further treatment in the administering State.

3. The sentencing State or the administering State may ask to be provided with one of the documents or statements referred to in paragraphs (1) or (2) of this article before making a request for transfer or taking a decision on whether or not to agree to the transfer.

#### *Article 8. Costs*

Any costs incurred as a result of the transfer of the sentenced person, including those related to transit operations, shall be borne by the administering State. Other costs incurred as a result of the transfer of the sentenced person up to his or her transfer shall be borne by the State which has incurred them.

#### *Article 9. Transfer*

The Parties shall agree on the date and place of transfer of the sentenced person.

#### *Article 10. Administration of sentences*

1. The sentenced person shall continue to serve in the administering State the sentence imposed in the sentencing State in accordance with the legal order of the administering State.

2. The administering State shall be bound by the legal nature and duration of the sentence as determined by the sentencing State.

3. If, however, this sentence is by its nature or duration incompatible with the law of the administering State, or its law so requires, that State may, by a court decision, adapt the sentence to the punishment or measure prescribed by its own law for similar criminal offences. As to its nature, the punishment shall, as far as possible, correspond with that imposed by the sentence to be enforced. It shall not, however, aggravate, by its nature or duration, the sanction imposed in the sentencing State nor exceed the maximum prescribed by the law of the administering State for the corresponding criminal offence.

#### *Article 11. Pardon, amnesty, commutation and review of judgement*

Each Party may grant pardon, amnesty or commutation of the sentence in accordance with its law.

The sentencing State alone may entertain an application or action for review.

*Article 12. Non bis in idem*

After his or her transfer, the sentenced person may not be prosecuted or sentenced in the administering State for the acts upon which the sentence imposed by the sentencing State was based.

*Article 13. Termination of enforcement*

The administering State shall immediately terminate the enforcement of the sentence as soon as it is informed by the sentencing State of any decision or measure as a result of which the sentence ceases to be enforceable.

*Article 14. Information on enforcement*

The administering State shall provide information to the sentencing State concerning the enforcement of the sentence:

- When it considers enforcement of the sentence to have been completed;
- If the sentenced person has escaped from custody before enforcement of the sentence has been completed;
- If the sentencing State so requests.

*Article 15. Transit*

1. If either Party concludes with a third State conventions for the transfer of sentenced persons, the other Party shall facilitate the transfer through its territory of sentenced persons transferred pursuant to such conventions.

2. The Party intending to carry out this transfer shall notify the other Party in advance. That notification shall contain the necessary information, including information required for the implementation of the next paragraph.

The Party, in whose territory the transit should take place, may refuse to grant transit if the sentenced person is one of its nationals or if the offence for which the sentence was imposed is not an offence under its own law.

3. The Party from which the transfer is requested may remand the sentenced person in custody during the period strictly necessary for transit through its territory.

4. No transit request shall be necessary, if air transport is used over the territory of a Party and no landing is planned. However, the Party over whose territory the flight is to take place shall be informed of the transit by the Party carrying out the transit.

*Article 16. Languages*

The request and related documents sent by one of the States in accordance with this Convention shall be exempt from certification formalities and shall be furnished in the language of the sending Party, accompanied by a translation into the language of the receiving Party.

*Article 17. Temporal application*

This Convention shall be applicable to the enforcement of sentences imposed either before or after its entry into force.

*Article 18. Final provisions*

1. Each Party shall notify the other as soon as possible, in writing, through the diplomatic channel, of the completion of the domestic procedures required for the entry into force of this Convention.

This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last of these notifications.

2. This Convention shall remain in force for six months following the date on which one of the Parties notifies the other Party, in writing, through the diplomatic channel, of its intention to terminate it.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for this purpose, have signed this Convention.

Done at Paris on 11 February 2003, in duplicate in French and Russian, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

DOMINIQUE PERBEN  
Minister of Justice

For the Russian Federation:

IGOR IVANOV  
Minister of Foreign Affairs